



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/SPC/47/L.27
23 novembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
COMMISSION POLITIQUE SPECIALE
Point 74 de l'ordre du jour

RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ENQUETER SUR LES PRATIQUES
ISRAELIENNES AFFECTANT LES DROITS DE L'HOMME DU PEUPLE
PALESTINIEN ET DES AUTRES ARABES DES TERRITOIRES OCCUPES

Afghanistan, Bangladesh, Brunéi Darussalam, Comores, Cuba,
Indonésie, Madagascar, Malaisie, Pakistan et Zambie : projet
de résolution

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques
israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple
palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

C

L'Assemblée générale,

Rappelant les résolutions du Conseil de sécurité 465 (1980) du
1er mars 1980, 605 (1987) du 22 décembre 1987, 672 (1990) du 12 octobre 1990,
673 (1990) du 24 octobre 1990, 681 (1990) du 20 décembre 1990 et 726 (1992) du
6 janvier 1992,

Rappelant également ses propres résolutions 32/5 du 28 octobre 1977,
33/113 B du 18 décembre 1978, 34/90 C du 12 décembre 1979, 35/122 B du
11 décembre 1980, 36/147 B du 16 décembre 1981, 37/88 B du 10 décembre 1982,
38/79 C du 15 décembre 1983, 39/95 C du 14 décembre 1984, 40/161 C du
16 décembre 1985, 41/63 C du 3 décembre 1986, 42/160 C du 8 décembre 1987,
43/58 C du 6 décembre 1988, 44/48 C du 8 décembre 1989, 45/74 C du
11 décembre 1990 et 46/47 C du 9 décembre 1991,

Exprimant sa préoccupation et son inquiétude profondes devant la gravité
de la situation qui règne dans le territoire palestinien occupé, y compris
Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,
qui résulte du maintien de l'occupation israélienne et des mesures et
décisions prises par Israël, puissance occupante, en vue de modifier le statut
juridique, le caractère géographique et la composition démographique de ces
territoires,

Rappelant les rapports du Secrétaire général, en date des 21 janvier 1988 1/ et 31 octobre 1990 2/, et prenant acte des rapports du Secrétaire général, en date des 9 avril 1991 3/ et 23 octobre 1992 4/,

Confirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 5/, s'applique à tout le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

1. Constate que toutes les mesures et décisions de ce genre prises par Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967 contreviennent aux dispositions pertinentes de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, constituent un sérieux obstacle aux efforts faits en vue d'instaurer une paix d'ensemble juste et durable au Moyen-Orient et n'ont donc pas de valeur juridique;

2. Déplore vivement qu'Israël persiste à appliquer ces mesures, en particulier à installer des colonies dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes qu'il occupe depuis 1967;

3. Exige qu'Israël respecte strictement ses obligations internationales conformément aux principes du droit international et aux dispositions de ladite Convention 5/;

4. Exige une fois de plus qu'Israël, puissance occupante, cesse immédiatement de prendre aucune mesure qui aurait pour effet de modifier le statut juridique, le caractère géographique ou la composition démographique du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967;

1/ S/19443; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-troisième année, Supplément de janvier, février et mars 1988, document S/19443.

2/ S/21919 et Corr.2; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-cinquième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1990, document S/21919.

3/ S/22472 et Corr.1; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-sixième année, Supplément d'avril, mai et juin 1991, document S/22472.

4/ A/47/547.

5/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973.

5. Demande instamment à tous les Etats parties à la Convention d'en respecter les dispositions et de tout mettre en oeuvre pour les faire respecter et appliquer dans tout le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967;

6. Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa quarante-huitième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.
